



Publié le : 05/12/2025

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 3 décembre 2025 à 17 heures 00

### Question n°12

#### **Convention de partenariat avec la Direction départementale des finances publiques dans le cadre du fonctionnement de l'espace France Services**

Le Conseil d'Administration, convoqué le 26 novembre 2025, s'est réuni au Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Besançon.

Administrateurs en exercice : 17

Sous la présidence de Madame Sylvie WANLIN, Vice-présidente du CCAS :

#### Etaient présents :

Monsieur Claude BILLOD / Monsieur Cyril DEVESA / Madame Valéry GARCIA / Madame Nadia GARNIER / Monsieur Michel JOURNEAUX / Madame Myriam LEMERCIER / Madame Agnès MARTIN / Monsieur Alfred M'BONGO, arrive à 17h09 et vote à partir de la question n°5 / Madame Claudine MAUGAIN / Monsieur Jean-Hugues ROUX / Madame Sylvie WANLIN

#### Etaient absents :

Monsieur Hasni ALEM / Monsieur Bernard AVON / Monsieur Yves CHANSON / Monsieur Ludovic FAGAUT / Monsieur José GOMES / Madame Anne VIGNOT, **donne pouvoir à Madame Sylvie WANLIN**

**REÇU EN PREFECTURE**

Le 05 décembre 2025

VIA DOTELEC TÉLÉTRANSMISSION

025-262500564-20251203-D00197810-DE

Date de dépôt en Préfecture :

## DÉLIBÉRATION

### Incidence financière

Sans incidence financière

#### Résumé :

Il est proposé aux administrateurs de se prononcer sur le renouvellement du partenariat entre le CCAS et la Direction Départementale des Finances Publiques du Doubs, dans le cadre de la convention relative au fonctionnement de l'Espace France Services de Besançon.

Cette convention succède à celle approuvée par le Conseil d'Administration du 21 octobre 2020 pour une durée de 5 ans et qui s'est terminée le 31 août 2025.

La présente convention vise à préciser les modalités de mise à disposition à la DDFIP d'un bureau au sein de l'Espace France Services de Besançon, afin de proposer des rendez-vous aux usagers le lundi après-midi. Elle définit les engagements réciproques des parties et les modalités de mise à disposition gratuite du bureau.

La convention sera signée pour 5 années (01/09/2025-31/08/2030).

#### Référence au Projet social 2022-2026 :

☐ Axe 1 : Intervenir auprès des publics prioritaires identifiés dans l'ABS

☐ Axe 2 : Maintenir ou accompagner vers l'autonomie les publics relevant du CCAS au sens de l'autonomie sociale et économique – De « l'urgence vers l'autonomie »

☒ Axe 3 : Faciliter l'accès aux droits et leur maintien (aller vers, simplification...)

☐ Axe 4 : Faire du CCAS l'interlocuteur majeur des politiques du handicap et de l'âge en lien avec la dimension accessibilité pour mieux vivre dans la ville

☐ Axe 5 : Optimiser les moyens, les ressources et le patrimoine du CCAS pour pérenniser son action de service public

☐ Axe 6 : Faire savoir et valoriser l'action du CCAS

☐ Sans objet

### I - Contexte

Dans l'objectif de renforcer les services de proximité dans le quartier de Planoise, le CCAS de la Ville de Besançon a porté l'ouverture d'une Maison de services au public (MSAP) en 2017, à laquelle participaient de nombreux partenaires. Cette implication partenariale s'est traduite, notamment, par des engagements exposés dans le cadre d'une convention-cadre signée le 13 mars 2017 par la Ville de Besançon, le CCAS de Besançon, la CAF du Doubs, la CPAM du Doubs, la CPAM de Haute-Saône, la Mission Locale du bassin d'emploi de Besançon, la Procureure de la République du Tribunal de Grande Instance de Besançon, le défenseur des droits, l'Association d'Aide aux Victimes d'infraction et l'association des conciliateurs de justice du ressort de la Cour d'appel de Besançon.

En janvier 2020, la MSAP a été labellisée France Services. Son objectif est de faciliter l'accès aux services publics des usagers, notamment dans les domaines :

- de l'accès aux droits et de la consolidation des parcours,

- de la prévention de la santé,
- des parcours vers l'emploi (notamment des jeunes),
- de la participation des habitants, et du développement du lien social,
- de la gestion urbaine et sociale de proximité.

C'est dans ce cadre qu'a été signée, en octobre 2020, une convention de partenariat entre le CCAS et la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP). Cette convention précisait les modalités d'intervention de la DDFIP au sein de l'Espace France Services (EFS), à raison d'une demi-journée de permanence par semaine, le lundi après-midi, avec un système de rendez-vous auprès des usagers.

Le CCAS met à disposition de la DDFIP à titre gratuit un bureau pour assurer cette permanence hebdomadaire.

## **II - Renouvellement de la convention de partenariat entre le CCAS et la DDFIP**

La convention précédente étant arrivée à échéance au 31 août 2025, il est proposé de la renouveler pour une durée de 5 ans à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025.

L'objet de la convention stipule ainsi que la DDFIP assure des rendez-vous auprès des usagers à l'Espace France Services le lundi après-midi de 14h à 16h.

Dans ce cadre, le CCAS met à disposition à titre gratuit pour la DDFIP un bureau sur le temps des permanences.

Madame Sylvie WANLIN, administratrice intéressée, quitte la salle pour ne prendre part ni au débat, ni au vote.

**Après délibération et à l'unanimité, les membres du Conseil d'Administration présents et représentés :**

✓ Prennent connaissance des modalités d'intervention de la Direction Départementale des Finances Publiques au sein de l'Espace France Services de Besançon,

✓ Autorisent la Présidente à signer la convention entre le CCAS et la Direction Départementale des Finances Publiques (pour la permanence assurée par le service des Impôts aux particuliers), organisant le bon fonctionnement de l'EFS.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois suivant sa publicité.*

Pour extrait conforme,  
Le Directeur Général du CCAS,



Alban SOUCARROS

Pour : 10

Abstentions : 0

Contre : 0

Ne prend pas part au vote : 1 + 1 pouvoir



## Espace France Services de Besançon

### Convention de partenariat entre le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Besançon et la Direction Départementale des Finances Publiques

#### Entre :

Le Centre Communal d'Action Sociale, représenté par sa Présidente, Madame Anne VIGNOT, agissant conformément à la délibération du Conseil d'Administration du CCAS du 3 décembre 2025, ci-après dénommé « le CCAS », d'une part,

#### Et :

La Direction Départementale des Finances Publiques, dont le siège social est situé 63 Quai Veil Picard, 25000 Besançon, représentée par sa Directrice, Madame Chantal GOUBERT et désignée sous le terme « DDFIP », d'autre part,

#### Préambule :

Dans l'objectif de renforcer des services de proximité dans le quartier de Planoise, **le CCAS de la Ville de Besançon porte l'ouverture d'une Maison de services au public, à laquelle participent de nombreux partenaires.** Cette implication partenariale s'est traduite notamment par des engagements exposés dans le cadre d'une convention-cadre signée le 13 mars 2017 par la Ville de Besançon, le CCAS de Besançon, la CAF du Doubs, la CPAM du Doubs, la CPAM de Haute-Saône, la Mission locale du bassin d'emploi de Besançon, la Procureure de la République au TGI de Besançon, le défenseur des droits, l'Association d'Aide aux Victimes d'Infraction, l'association des conciliateurs de justice du ressort de la Cour d'appel de Besançon.

**En janvier 2020, la MSAP a été labellisée France Services. Son objectif est de faciliter l'accès aux services publics des usagers, notamment dans les domaines :**

- de l'accès aux droits et de la consolidation des parcours,
- de la prévention de la santé,
- des parcours vers l'emploi (notamment des jeunes),
- de la participation des habitants, et du développement du lien social
- de la gestion urbaine et sociale de proximité.

**Cela exposé, il a été arrêté et convenu les dispositions suivantes :**

## **Article 1 - Objet de la convention**

Cette convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition et de partenariat entre le CCAS de Besançon et la Direction Départementale des Finances Publiques, pour le bon fonctionnement de l'Espace France Services de Besançon, en lien avec les objectifs et domaines d'intervention tels que définis dans le préambule.

## **Article 2 - Fonctionnement de l'Espace France Services**

### 2.1 Horaires

L'Espace France Services est ouvert au public tous les jours de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00, excepté le mardi avec une ouverture à partir de 10h00.

### 2.2 Mobilisation de moyens humains par la DDFIP

La DDFIP mobilise un agent pour assurer des permanences sur rendez-vous en direction du public de la manière suivante : le lundi après-midi, de 14h à 16h.

En cas d'annulation de la permanence, l'accueil de l'Espace France Services devra être prévenu par téléphone dès que possible et ce, au moins une semaine à l'avance (sauf cas de force majeure).

## **Article 3 - Locaux mis à disposition par le CCAS pour les temps de permanences**

Pour la mise en œuvre de ses permanences, l'agent du SIP (service des Impôts aux particuliers) disposera du bureau n°25 dans des locaux partagés, pour une surface totale de 10 m².

A noter que les bureaux seront meublés et équipés par le CCAS.

En dehors des journées de permanence, le bureau est mis à disposition d'autres partenaires et/ou des agents du CCAS.

La DDFIP bénéficie de la mise à disposition de ce bureau à titre gracieux.

## **Article 4 - Sécurité**

### **Incivilités / agressions**

Dans le cas de faits d'incivilité ou d'agressions repérées, chaque employeur assure la protection de ses agents. Le bâtiment et ses abords font l'objet d'une couverture par vidéosurveillance.

La DDFIP s'engage pour chacun de ses rendez-vous à aller chercher l'utilisateur à l'accueil de l'Espace France Services, ainsi qu'à le raccompagner jusqu'à la sortie.

### **Sécurité incendie**

La DDFIP s'engage à respecter les consignes de sécurité de l'immeuble, notamment en matière de procédure d'évacuation incendie.

### **Autres obligations du partenaire**

Pour le bon fonctionnement des activités au sein de la structure, il est expressément convenu que la DDFIP s'engage à respecter et à faire respecter ce qui suit :

- tout mettre en œuvre pour que ses permanences ne troublent pas le déroulement des activités qui pourraient avoir lieu simultanément dans les salles et bureaux attenants,
- signaler tout problème ou sinistre constaté ou occasionné dans les locaux,

- ne pas procéder à des modifications sur les installations, ne pas bloquer les issues de secours, ne pas introduire des pétards ou des fumigènes dans l'enceinte de l'établissement,
- éteindre les lumières après chaque activité,
- ranger le bureau à la fin de la permanence,
- appliquer le protocole sanitaire en vigueur (désinfection des surfaces touchées, ventilation des locaux).

## **Article 5 – Assurances**

La DDFIP reconnaît avoir souscrit une police d'assurance couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans l'établissement au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition (en particulier contre les risques d'incendie, d'explosion, de vol, de foudre, de bris de glace et de dégâts des eaux, et contre tous les risques locatifs et les recours résultant de son activité ou de sa qualité).

La DDFIP reconnaît également avoir contracté toute assurance nécessaire pour garantir sa responsabilité civile afin de couvrir le personnel assurant les permanences, ainsi que les personnes accueillies.

La DDFIP fournira chaque année une attestation de son assureur certifiant de ces assurances.

## **Article 6 - Suivi statistique**

Dans le cadre de la labellisation France Services, un certain nombre de données statistiques doivent être fournies et suivies. Le traitement des données statistiques ne passant pas par le gestionnaire de flux, il sera demandé à la DDFIP en fin de mois un bilan récapitulatif du nombre de rendez-vous effectués au sein de l'Espace France Services.

## **Article 7 - Comité de pilotage**

Le CCAS, gestionnaire de l'Espace France Services, organise un comité de pilotage au minimum une fois par an, mobilisant l'ensemble des partenaires dont la DDFIP. La DDFIP participe au Comité de pilotage, ainsi qu'à toutes autres rencontres partenariales (comités techniques...) permettant d'améliorer :

- les relations entre partenaires,
- le fonctionnement de l'Espace France Services,
- le service aux usagers.

## **Article 8 - Durée de la présente convention**

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de 3 mois.

Elle pourra être complétée par avenant, pour prendre en compte les évolutions et régler tout dysfonctionnement éventuel dans le fonctionnement à venir de l'Espace France Services.

Chaque partie pourra résilier la convention, sous respect d'un préavis de 3 mois, avant la date de conclusion de la convention, notifié par lettre recommandée avec accusé réception.

## **Article 9 – Clauses résolutoires**

La présente convention sera résiliée de plein droit :

- en cas d'inexécution de l'une des clauses de la présente convention et après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 15 jours,
- en cas de non-respect de la destination à laquelle les locaux ont été attribués au partenaire,

## **Article 10 – Données à caractère personnel**

En signant la présente convention, la DDFIP manifeste son consentement à la collecte puis au traitement, par le CCAS, de ses données à caractère personnel dans les conditions ci-après.

Le CCAS recueille ici les données à caractère personnel du partenaire pour lui permettre d'assurer l'exécution de la présente convention. Les données seront traitées par les services du Secrétariat Général du CCAS, afin d'assurer la bonne gestion des locaux dans les conditions prévues par la présente convention.

Aucun traitement n'est effectué ni aucune donnée traitée en dehors de l'Union Européenne.

Les données seront conservées pour la durée d'exécution de la présente convention puis archivées ou supprimées selon les cas.

En vertu du Règlement Européen du 27 avril 2016 (RGPD) et de la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés modifiée, la DDFIP peut exercer ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, d'opposition et solliciter la portabilité de ses données.

Pour exercer ses droits et poser toute question, la DDFIP peut s'adresser au Secrétariat Général du CCAS à l'adresse suivante : [ccas@besancon.fr](mailto:ccas@besancon.fr) ou par courrier : CCAS de Besançon 9 rue Picasso 25000 Besançon. Il peut également saisir le Correspondant à la protection des données personnelles du CCAS à l'adresse suivante : [dpo@grandbesancon.fr](mailto:dpo@grandbesancon.fr).

S'il estime que ses droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, il peut adresser une réclamation auprès de la CNIL à l'adresse suivant : [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr) ou par courrier au 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07.

## **Article 11 - Litiges**

En cas de litige né de l'interprétation et/ou de l'exécution de la convention, les parties s'efforceront de rechercher un compromis amiable conforme à l'esprit partenarial de leurs relations.

A défaut, le Tribunal Administratif de Besançon est seul compétent.

Fait à Besançon le

Pour le DDFIP  
La Directrice  
départementale,

Chantal GOUBERT

Pour le CCAS de Besançon,  
La Présidente,

Anne VIGNOT